

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 06/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METROPOLE AMP ISDND ARBOIS

TERRITOIRE PAYS D'AIX
CS 40686
13626 Aix-En-Provence

Références : D-2026-0194
Code AIOT : 0006401122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2026 dans l'établissement METROPOLE AMP ISDND ARBOIS implanté TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Incident d'exploitation du 2 mars 2026 : Fuite de perméats d'osmose inverse stockés dans une bâche de 500 m³.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE AMP ISDND ARBOIS
- TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence

- Code AIOT : 0006401122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchets non dangereux autorisée à 123 000 tonnes/an pour l'année 2026, répartis sur le casier B3 et le casier B4.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réservoirs	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 8.4.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration incident	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 2.5.1	Sans objet
3	Analyse des perméats	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 4.3.9.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incident survenu le 2 mars 2026, lié à une fuite de perméats au niveau de la bâche de stockage, n'a pas engendré d'impact notable sur l'environnement. Aucun rejet dans le milieu naturel en dehors du site n'a été constaté.

Dans son rapport, l'exploitant a identifié la cause de cet évènement et détaillé les actions préventives et correctives mises en œuvre afin d'en éviter le renouvellement.

Ces actions doivent être réalisées dans un délai maximal de 3 mois.

Les justificatifs correspondants devront être transmis à l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 2.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement. A ce titre il utilise la fiche G/P (Gravité/Perception) tenue à sa disposition par l'inspection des installations classées. En complément un rapport est transmis sous 15 jours par l'exploitant à l'inspection des installations classées qui précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Constats :

Le chantier pour la réalisation de la couverture finale du casier B3 est en cours. La fin est prévue pour octobre 2026.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette couverture, le perméat d'osmose est utilisé comme apport hydrique. L'opérateur de la tonne à lisier se branche au raccord de la bâche de perméat pour la remplir. C'est une opération qui est faite régulièrement.

Le jour de l'incident, le 2 mars 2026, l'opérateur a oublié de désaccoupler le raccord entre la bâche et la citerne mobile. En repartant sous l'effet d'un effort de traction, le raccord sur la bâche a été arraché, ce qui a entraîné l'écoulement gravitaire des perméats contenus dans la bâche.

Le 9 mars, l'exploitant a transmis par mail à l'Inspection la fiche G/P (Gravité/Perception) pour avertir de l'incident d'exploitation. Le 13 mars, l'exploitant a procédé à la déclaration en ligne de l'incident sur le site dédié.

Le rapport d'incident a été transmis à l'Inspection le 20 mars. Celui-ci précise notamment les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur l'environnement, les mesures envisagées pour éviter qu'un incident similaire se reproduise.

Ce rapport informe également des mesures correctives envisagées, telles que :

- Un rappel des conditions d'utilisation auprès du prestataire.
- Une installation fixe sera prévue durant les prochains travaux de modernisation (été 2026) afin de conserver l'intégrité de la bâche et avec la possibilité de stopper l'écoulement avec une vanne. Ainsi, la « zone de fragilité » ne sera plus au niveau du raccord sur la bâche mais sera déportée sur la conduite souple.

Il résulte de cet incident que les effets sur l'environnement sont négligeables : absence de rejet en dehors du site, aucune perception à l'extérieur du site et aucune incidence sur la santé humaine.

L'assise sous la bâche n'a pas été endommagée.

Les perméats se sont infiltrés sur le terrain en contrebas des bâches. La dernière analyse des perméats datée du 12 février 2026 est conforme. L'ensemble des paramètres respecte les valeurs limites de rejet en milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 8.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Conception

Prescription contrôlée :

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance

aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Constats :

Lors de l'incident, l'opérateur a utilisé un tuyau flexible entre le raccord bêche et le réservoir mobile, pour l'alimenter en perméats.

Or selon la prescription visée? il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant installe une installation fixe d'approvisionnement en perméats en sortie de bêche.

Afin de conserver l'intégrité de la bêche, une vanne de sectionnement est implantée entre la sortie de la bêche et cette installation fixe.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Analyse des perméats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 4.3.9.4

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des perméats

Prescription contrôlée :

Référence du rejet vers le milieu récepteur: Ruisseau de Bondon via vallon de la Bayle

Paramètres à contrôler	VLE (valeurs limites de rejet)
PH	5,5 à 8,5
Température	30°C
Conductivité	800 µS/cm à 25°C
	mg/l
Indice Phénol	0,1

DB05	30
DCO	125
MES	< 100 si flux journalier max < 15 kg/j. 35 au-delà
NGL	30
COT	70
Pt	2,1
	µg/l
chrome	36
cuivre	11
zinc	84
arsenic	8,9
cadmium	9,6
plomb	50
mercure	0,8
nickel	200

(...)

Constats :

Paramètres à contrôler	VLE (valeurs limites de rejet)	Analyses du 12/02/2026
PH	5,5 à 8,5	8,4
Température	30°C	19
Conductivité	800 µS/cm à 25°C	123
	mg/l	
Indice Phénol	0,1	<0,01
DB05	30	<3,00
DCO	125	<10
MES	< 100 si flux journalier max < 15 kg/j. 35 au-delà	<2,0
NGL	30	3,5
COT	70	0,5
pt	2,1	<0,08
	µg/l	

chrome	36	<5,0
cuivre	11	<5,0
zinc	84	<5,0
arsenic	8,9	<3,0
cadmium	9,6	<1,5
plomb	50	<10
mercure	0,8	<0,5
nickel	200	<10

La qualité des perméats respecte les VLE de rejet au milieu naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nota : Dans le cadre d'une action régionale sur les rejets aqueux des ISDND, la présente disposition contrôlée pourra faire l'objet d'une mise à jour de la part des services de l'inspection la DREAL afin de vérifier sa conformité à l'AM du 15 février 2016 modifié.

Type de suites proposées : Sans suite